



L'université n'est pas le champ de manœuvre de la propagande belliciste du gouvernement : non à la venue du général Mandon à la Sorbonne !

De tous côtés les bruits de bottes s'amplifient. Ainsi, dans le même temps qu'il annonce la suppression des concours d'enseignement en 3^e année de licence, pourtant issus de sa propre réforme de la formation des enseignants, le gouvernement Macron/Lecornu/Geffray/Baptiste débloque plus de 10 milliards d'euros pour la construction d'un porte-avions.

À l'instar de ce qu'il se passe dans l'enseignement scolaire avec les « classes défenses » ou le guide d'« acculturation à la défense », les universités ne sont pas épargnées par ce parasitage idéologique de la mission d'instruction. Des présidences cherchent à les transformer en prépas militaires : conférence sur le nouveau service militaire à Nantes, « certificat défense et sécurité » à l'Université de Lorraine, bonus « esprit de défense » sur la moyenne à Aix-Marseille Université...

La ministre des armées Catherine Vautrin surenchérit en annonçant une équivalence ECTS d'un quart d'année universitaire pour ceux qui s'engageraient dans le service « militaire volontaire » (dont les rangs seront sans doute garnis par les recalés de Parcoursup, presque 100 000 bacheliers chaque année).

Dans la foulée le chef d'état major des armées, le général Mandon, selon lequel il faut que le pays soit « *prêt à accepter de perdre ses enfants, de souffrir économiquement* », est attendu comme conférencier à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le 26 janvier.

Cette intervention devrait se tenir alors que depuis des mois le gouvernement entrave les libertés académiques et les libertés d'expression. En effet, c'est ce même gouvernement qui exerce une véritable censure sur la tenue d'un colloque à propos de l'histoire de la Palestine au Collège de France ; qui entend imposer, au nom d'une soi-disant « lutte contre l'antisémitisme », ce qu'il faudrait enseigner ou même penser dans les universités ; qui n'a cessé de pourchasser les étudiants qui militent pour la paix à Gaza, en particulier à Sciences Po et à la Sorbonne.

Pour FO ESR, l'Université est le lieu de la transmission et de l'élaboration des connaissances, articulées avec la recherche, le lieu de l'esprit critique, absolument étranger à tous les embigadements idéologiques.

Pour FO ESR, le général porte-parole de la politique belliciste du gouvernement n'a rien à faire dans une université.

Pour FO ESR, ce dont a besoin l'Université, c'est au contraire de rétablir les moyens pour que les établissements puissent remplir toutes leurs missions, de respecter l'indépendance des universitaires et des chercheurs (article L952-2 du code de l'Éducation), de garantir aux étudiantes et étudiants les libertés d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels, libertés inscrites dans le même code (article L811-1).

Non à la venue du général Mandon à la Sorbonne ! Cette conférence ne doit pas se tenir !

Non au budget de guerre ! Défense du service public de l'ESR !

D'ores et déjà, FO ESR dépose un

RASSEMBLEMENT LUNDI 26 JANVIER À 17H PLACE DE LA SORBONNE

et propose à toutes les organisations syndicales et étudiantes d'appeler à y participer.